

*Initiatives ministérielles*

biais du programme d'exportation par chemin de fer en hiver, même si nous sommes en automne. Toutes ces solutions lui étaient possibles, s'il avait vraiment voulu aider les agriculteurs. Évidemment, s'il n'avait pas été question d'élections en Saskatchewan et si la communauté agricole n'avait pas été aux prises avec une crise terrible qu'il lui faut 1,3 milliard de dollars simplement pour survivre, on aurait peut-être procédé autrement.

Avec regret, je déclare que ce gouvernement se moque de la vie des Canadiens des Prairies et de ceux du port de Thunder Bay.

Justement, je voudrais parler du port un moment, madame la Présidente.

Selon le *Globe and Mail* d'aujourd'hui, le ministre d'État chargé des céréales a déclaré ce qui suit: «Nous ne resterons pas là à constater la fermeture d'un port qui représente un élément capital pour la vente de nos céréales à l'un de nos plus importants clients.» Il aurait fait cette déclaration au cours d'un grand rassemblement à l'assemblée législative du Manitoba.

Regardons ce qui est arrivé au port de Thunder Bay depuis l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement. Tout d'abord, je tiens à préciser qu'il n'a rien à voir avec la cause initiale. En effet, son prédécesseur, le gouvernement libéral, avait adopté en 1983 ce qui est maintenant la Loi sur le transport du grain de l'Ouest, abolissant ainsi le tarif du Nid-de-Corbeau. Cette loi prévoyait un incitatif financier à expédier le plus de céréales possible vers la côte ouest aux dépens du port de Thunder Bay.

Nous savons que le nombre de manutentionnaires de céréales à Thunder Bay, qui était de 1 700 en 1984, n'est plus que de 700 aujourd'hui. Ce sont 1000 emplois syndiqués bien rémunérés qui ont été perdus dans la région de Thunder Bay.

Nous avons eu également des pertes d'emplois connexes dans le secteur ferroviaire. Nous avons vu notre flotte des Grands Lacs réduite de moitié. Madame la Présidente, je peux vous dire, aujourd'hui, que si nous avions une de ces récoltes miracles dont nous rêvons toujours, nous ne serions pas en mesure de la faire parvenir à nos clients, à supposer que nous en ayons. Nous n'avons plus la capacité de manutentionner 19 millions de tonnes par an au port de Thunder Bay. C'est

devenu impossible en raison du mauvais état du port et de la voie maritime Grand Lacs—Saint-Laurent.

J'ai dit au début que c'étaient des lois libérales qui étaient à l'origine de cette situation, mais ce gouvernement est au pouvoir depuis 1984. En sept ans il y a eu beaucoup de belles paroles, mais pas d'action.

Je reviens d'une conférence de deux jours, à Winnipeg, sur la direction du mouvement des grains et la façon dont la Loi sur le transport du grain de l'Ouest est structurée en ce qui concerne le paiement aux chemins de fer ou aux producteurs. Je peux vous dire, madame la Présidente, que la frustration est grande et qu'il est temps d'agir pour rétablir un peu l'équilibre.

Si le ministre responsable des céréales est sincère lorsqu'il parle de l'importance du port de Thunder Bay, alors il est temps que le gouvernement s'active et fasse en sorte que ce port ait un rôle permanent dans le transport des produits céréaliers des Prairies destinés à l'exportation, particulièrement vers l'Union soviétique. La majorité du grain à destination de l'Union soviétique transite par Thunder Bay. Une petite partie est expédiée de Churchill et c'est là aussi une question qu'il faut considérer si l'on veut donner une certaine permanence et une certaine stabilité à la communauté céréalrière.

On vous a dit, madame la Présidente, que les questions qui avaient précipité la grève étaient les pensions et la sécurité d'emploi. Je ne vais pas entrer dans les détails ni dans les aspects techniques. Je veux vous parler de l'aspect humain de la question. Il faut se mettre à la place des travailleurs du port de Thunder Bay. En effet, 1 000 de leurs collègues ont perdu leur emploi. Des gens avec lesquels ils ont travaillé pendant 15 ou 20 ans sont sans emploi depuis un an ou un an et demi, des familles perdent leur maison et des gens se séparent faute d'emploi et d'argent. On peut comprendre alors l'importance qu'ils attachent à la sécurité d'emploi.

Nous avons connu une très mauvaise année. En effet, une papeterie a fermé complètement ses portes, ce qui a entraîné la suppression permanente de plus de 400 emplois et une autre usine de papier a réduit ses effectifs et licencié plus de 400 personnes; en outre, l'avenir de la Société de développement du transport urbain est incertain et heureusement que le gouvernement provincial est intervenu pour administrer l'entreprise jusqu'à ce que Lavalin puisse trouver un acheteur, afin que nous puissions maintenir à Thunder Bay une usine de fabrication